



06

L'équité alimentaire : une responsabilité collective

2014. Cheshire (Royaume-Uni).
Service d'un repas scolaire.
Photo : Cheshire East Council.



Nous devons lutter contre le fardeau persistant de la malnutrition de manière exhaustive

Le suivi systématique mis en place dans le cadre du *Rapport sur la nutrition mondiale 2020* depuis six ans révèle une amélioration des résultats clés en matière de nutrition. Toutefois, les progrès demeurent trop lents pour atteindre les cibles mondiales de nutrition à l'horizon 2025. Environ 149 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance, 49,5 millions sont émaciés, et 40,1 millions sont en surpoids, tandis que 677,6 millions d'adultes sont obèses. La population mondiale évolue considérablement depuis une quarantaine d'années et compte aujourd'hui beaucoup plus de personnes en surpoids ou obèses que de personnes en insuffisance pondérale, hormis dans certaines régions d'Afrique subsaharienne et d'Asie. Le fardeau de la malnutrition atteint un niveau inacceptable qui s'explique en partie par l'insuffisance criante de ressources déployées, les problèmes de mise en œuvre des politiques, programmes et interventions, ainsi que le manque de cohérence et de coordination entre les différents secteurs. Les mauvaises récoltes, la diminution de la production alimentaire et les phénomènes météorologiques extrêmes à l'origine d'inondations et de sécheresses renforcent l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation chez les populations vulnérables.

Cela étant dit, on observe également une prise de conscience mondiale quant à la nécessité de remédier à la malnutrition de manière exhaustive, et non plus en se limitant à la seule question de la sous-alimentation. Plusieurs rapports publiés récemment mettent en lumière des initiatives visant à relever les défis de la nutrition, de l'alimentation et de la santé. Le rapport de la Commission EAT–Lancet sur les régimes alimentaires sains reposant sur des systèmes alimentaires durables souligne le lien entre les cibles de nutrition et la durabilité de l'environnement, le changement climatique ainsi que l'évolution notable vers des habitudes alimentaires saines. Il recommande en outre de mener de vastes actions multisectorielles et à plusieurs niveaux¹. L'*État de l'insécurité alimentaire dans le monde* (SOFI) 2019 met en évidence le besoin impérieux d'appliquer des politiques multisectorielles qui remédient aux inégalités à tous les niveaux². Les questions relatives à l'alimentation et à la nutrition des enfants (dans un contexte d'évolution rapide, et compte tenu de la nécessité de mettre en place des systèmes garantissant une alimentation nutritive, saine, abordable et durable) sont au centre du rapport

La situation des enfants dans le monde 2019 de l'UNICEF³. Le Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition (GLOPAN) publiera quant à lui un rapport sur les relations entre des régimes alimentaires sains et la durabilité de l'environnement en amont du Sommet de la nutrition pour la croissance qui se tiendra à Tokyo⁴. *The Lancet* a également publié récemment une série d'articles sur le double fardeau de la malnutrition qui analysent la coexistence de toutes les formes de malnutrition⁵. Le Rapport sur la nutrition mondiale vient soutenir ces efforts et vise à apporter sa contribution afin d'élargir les perspectives liées à cette problématique, en établissant un lien entre le potentiel humain, la croissance économique et la durabilité de l'environnement, d'une part, et un accès équitable à la nutrition et à la santé, d'autre part.

Nous devons adopter un programme en faveur de l'équité pour la mise en œuvre des actions en matière de nutrition

Ce rapport étudie les données ventilées selon des critères sociodémographiques et des éléments probants majeurs plutôt qu'en s'appuyant uniquement sur les moyennes nationales. Cette méthode révèle non seulement la lenteur des progrès réalisés depuis plusieurs dizaines d'années, mais aussi leur répartition inégale, ce qui se traduit par des résultats très hétérogènes. Ces inégalités sont imputables à un grand nombre de facteurs, notamment la zone géographique, la démographie, le sexe, l'âge, la situation économique et l'origine ethnique. On observe en outre des différences d'un pays à l'autre, au sein des pays, entre les groupes socioéconomiques et au sein des ménages. La reconnaissance et la promotion de l'équité doivent donc faire partie intégrante de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques en matière de nutrition.

Le *Rapport sur la nutrition mondiale 2020* appelle à adopter un programme en faveur de l'équité afin de concevoir et de mener des actions relatives à la nutrition sous le prisme de la santé, dans le but de créer des environnements alimentaires propices aux régimes alimentaires sains, d'accroître et de cibler les financements, ainsi que de privilégier la collecte systématique et continue de données ventilées permettant d'orienter l'élaboration des politiques. Cette publication se fonde sur les conclusions de rapports récents et souligne l'importance de remédier au manque d'équité généralement synonyme de la mise en œuvre des

interventions nutritionnelles. Ainsi, elle présente des actions démontrables et fondées sur des données factuelles en vue d'assurer un accès équitable à la nutrition. Ce rapport insiste également sur la nécessité d'intégrer les interventions en faveur de la nutrition aux systèmes alimentaires et sanitaires, ainsi qu'à d'autres secteurs. Ces actions doivent aussi pouvoir s'appuyer sur une gouvernance et un environnement favorables à l'équité, de même que sur une allocation des ressources ciblant les populations souvent négligées.

Nous devons garantir l'équité alimentaire en agissant sur plusieurs fronts

Nous ne pourrions atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et les cibles mondiales de nutrition à l'horizon 2025 que si nous adoptons une approche globale et multidimensionnelle qui intègre les questions d'équité et veille à ce que les interventions viennent en aide à ceux qui en ont le plus besoin. Cette approche doit couvrir plusieurs secteurs et bénéficier de financements plus importants et ciblés, selon les principes décrits ci-après.

Une approche de la nutrition équitable et multisectorielle

La nutrition occupe une place centrale dans les objectifs de développement durable, puisque 12 ODD sur 17 comportent des indicateurs en lien avec la nutrition. L'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes contribuera à améliorer l'ensemble des résultats et aura des effets multiplicateurs significatifs sur les différents ODD. De la même manière, il est indispensable de faire progresser tous les ODD pour traiter les causes et les conséquences de la malnutrition. La prise en compte et l'inclusion proactives des actions, des objectifs et des indicateurs nutritionnels dans l'ensemble des ODD permettra d'élever la nutrition au rang de priorité transversale dans le programme de développement mondial et de favoriser la mobilisation à tous les niveaux. Outre des répercussions majeures sur la santé et l'économie, le fardeau mondial de la malnutrition a également une incidence néfaste sur l'environnement à l'échelle mondiale. Le changement climatique et les systèmes alimentaires sont intrinsèquement liés, c'est pourquoi il nous faut comprendre à la fois les effets des régimes alimentaires de mauvaise qualité sur l'environnement et l'impact du changement climatique sur l'agriculture. Les

futures recommandations sur les politiques à mener en faveur d'une nutrition optimale devront inclure la question de l'équité et tenir compte des effets potentiels sur l'environnement afin de traiter ces problématiques de manière simultanée. Cela implique de pouvoir compter sur une structure de gouvernance plus solide en matière de nutrition, y compris des mécanismes de gouvernance infranationaux et de coordination centralisée de haut niveau. Cette approche permettrait aussi de renforcer la participation et la responsabilité de tous les secteurs clés, à savoir la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, l'alimentation, l'économie, la finance ou encore la planification.

La prise en charge nutritionnelle doit faire partie intégrante de la couverture sanitaire universelle pour garantir un accès à la nutrition véritablement équitable

Lors d'une session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2019, les dirigeants mondiaux ont signé une déclaration majeure sur la couverture sanitaire universelle. Celle-ci reconnaît que la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments, une nutrition adaptée et durable, de même que des systèmes alimentaires résilients et sensibles à une nutrition diversifiée sont autant de facteurs essentiels à l'amélioration de la santé des populations⁶. Les dirigeants ont également souligné la nécessité d'allier une gouvernance de qualité, un leadership et un engagement politique durables au renforcement des capacités pour intégrer la nutrition dans le système de santé et favoriser la coordination et la coopération entre différents secteurs et à plusieurs niveaux de façon à venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin.

En outre, l'intégration de la nutrition dans la couverture sanitaire universelle contribuera à assurer un accès équitable à un ensemble standard de services essentiels de nutrition universellement accessibles qui permettent d'améliorer la qualité des régimes alimentaires et de réduire l'incidence des maladies et, par conséquent, d'améliorer la santé de tous. Parmi les interventions pouvant être menées, on compte notamment l'optimisation des dossiers médicaux électroniques à des fins de dépistage et d'évaluation nutritionnels, la supplémentation en micronutriments, la promotion de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, ainsi que l'accompagnement ou le traitement de la malnutrition aiguë lorsque la prévention échoue.

Il est crucial d'adopter une approche des systèmes alimentaires axée sur l'équité pour garantir une alimentation saine, accessible et abordable pour tous

Une approche des systèmes alimentaires axée sur l'équité viserait à réduire les iniquités de production des aliments et d'accès à des régimes alimentaires sains au moyen de politiques alimentaires (dans les secteurs de l'agriculture, de l'aide alimentaire et des politiques fiscales), afin de contribuer à faire des aliments sains et produits de manière durable le choix le plus accessible, le plus abordable et le plus pratique pour tous. Les interventions axées sur la population susceptibles de venir en aide à des portions plus larges de la société et requérant peu d'efforts individuels ne devraient laisser personne de côté, en particulier les personnes au statut socioéconomique inférieur. Ces stratégies dites « en amont » se révèlent plus efficaces pour réduire les inégalités, les impacts les plus significatifs étant observés pour les interventions à volets multiples.

Les gouvernements peuvent et doivent mettre en place des réglementations pour prévenir les iniquités dans la mise en œuvre des interventions de nutrition. Ils peuvent également accorder des incitations d'ordre financier ou autre au secteur privé de façon à garantir l'accès de leur population à une alimentation saine, ainsi qu'à des informations et à une éducation suffisantes pour prendre des décisions éclairées. Les politiques budgétaires peuvent par exemple inclure des taxes sur les boissons sucrées et les produits ultra-transformés, des subventions pour les aliments sains, des programmes d'aide alimentaire, des labels nutritionnels situés sur la face avant des emballages, des campagnes médiatiques, des restrictions de commercialisation ou encore la reformulation des aliments en vue de favoriser des régimes alimentaires plus sains et de responsabiliser l'industrie agroalimentaire.

Il convient d'accroître les ressources et les allouer en priorité à ceux qui en ont le plus besoin

Les financements actuels des interventions nutritionnelles à forte incidence sont largement en deçà du niveau requis pour atteindre les cibles mondiales de nutrition. On déplore de surcroît un manque de financement croissant dans la lutte

contre la malnutrition liée au surpoids, à l'obésité et aux maladies non transmissibles (MNT). Il est indispensable d'accroître considérablement les investissements en faveur de la nutrition, à travers des financements nationaux octroyés par les gouvernements associés à une aide publique au développement et à d'autres dispositifs de financement, et de faire de l'équité une priorité en ciblant les pays et les populations qui en ont le plus besoin. Les gouvernements doivent se concentrer sur les priorités et les besoins des populations les plus vulnérables et les plus marginalisées en investissant dans des systèmes d'information fournissant des données ventilées à l'échelle infranationale et en allouant des financements à cette fin en fonction des besoins.

Le gouvernement du Japon devait accueillir le Sommet de la nutrition pour la croissance⁷ à Tokyo en 2020. Cet événement vise à mettre en lumière le rôle essentiel de la nutrition dans le développement durable et à obtenir des engagements politiques et financiers de la part des gouvernements, des donateurs, du secteur privé et d'autres acteurs pour remédier à la malnutrition sous toutes ses formes. Le Sommet a été reporté dans le contexte de la COVID-19, mais, lorsqu'il pourra se tenir, cet événement sera une occasion exceptionnelle d'agir pour remédier au manque d'équité, mobiliser de nouveaux investissements et obtenir des engagements pour vaincre la malnutrition. Concernant les engagements qui seront pris lors du Sommet de Tokyo, il conviendra de tenir compte de l'équité en ciblant les pays les plus touchés par la malnutrition et ceux qui sont moins à même d'allouer des ressources nationales aux programmes. Cela inclut notamment les États fragiles pour lesquels il est très compliqué, voire impossible, de mobiliser des recettes nationales importantes. Les pays peuvent maximiser l'impact des programmes grâce aux ressources mises à leur disposition en donnant la priorité aux interventions rentables et en ciblant les populations qui en ont le plus besoin.

Il est essentiel d'investir dans des systèmes de données et d'information ventilées

Il est essentiel de comprendre les facteurs d'inégalité des régimes alimentaires et les conséquences sanitaires associées en investissant davantage dans les systèmes de données et d'information ventilées afin de définir les priorités et de concevoir les politiques de manière éclairée. Les systèmes de suivi et de surveillance de santé publique liés à la nutrition doivent être établis de manière à évaluer systématiquement et continuellement des indicateurs nutritionnels détaillés afin d'étayer les politiques et les actions de prévention.

Tous les secteurs doivent se mobiliser et s'engager à agir

Les nombreuses formes de malnutrition s'entremêlent tout au long de la vie et entre les différentes générations. Par conséquent, il est impossible de remédier à la sous-alimentation, dont le niveau reste élevé, tout en endiguant la progression mondiale de l'obésité ainsi que d'autres MNT liées au régime alimentaire en s'appuyant sur un seul système. La lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes requiert un engagement actif dans et entre une série de secteurs et de systèmes afin de générer de meilleurs résultats à tous les niveaux et de soutenir en parallèle la réalisation des objectifs sectoriels.

Santé : le système de santé peut permettre de promouvoir une alimentation plus saine, mais également de prévenir et de traiter la malnutrition, en se concentrant aussi bien sur les résultats en matière de santé maternelle et infantile que sur les MNT liées au régime alimentaire. L'inclusion de services de nutrition de qualité dans les services de santé essentiels universellement accessibles peut véritablement permettre de combler le manque d'équité en matière de nutrition. Il est également crucial de renforcer les capacités du personnel intervenant dans le domaine de la nutrition pour garantir une prise en charge nutritionnelle équitable et de qualité. La mise en œuvre d'interventions nutritionnelles efficaces et rentables dans le cadre de nos systèmes de santé permettrait d'améliorer les habitudes alimentaires, de sauver des vies et de réduire les dépenses de santé.

Alimentation : l'adoption d'une approche des systèmes alimentaires tenant compte de la question de l'équité et favorisant des régimes alimentaires sains contribuerait à combler le manque d'équité et à améliorer la disponibilité, l'accessibilité et les coûts des aliments dans les environnements alimentaires locaux. Il est nécessaire d'associer différentes stratégies et interventions afin de rendre les régimes alimentaires plus sains, plus durables d'un point de vue environnemental et plus équitables pour tous. Les interventions doivent notamment cibler les environnements alimentaires, l'agriculture et l'offre de produits alimentaires. En outre, les parties prenantes, à savoir les pouvoirs publics, l'industrie agroalimentaire, les consommateurs et la société civile, peuvent influencer sur le système alimentaire à travers différents leviers d'action.

Éducation et information : l'amélioration de la nutrition a une incidence extrêmement positive sur les capacités cognitives et les performances physiques des enfants, et donc sur leur réussite scolaire. La qualité des programmes d'alimentation scolaire joue un rôle important pour remédier à la sous-alimentation, veiller à ce que les enfants ne soient pas trop exposés à des aliments favorisant l'obésité, assurer un revenu aux agriculteurs, encourager les enfants à continuer d'aller à l'école et les aider à améliorer leurs résultats scolaires. Les écoles peuvent aussi sensibiliser les enfants à l'importance de manger sainement, de pratiquer une activité physique et d'adopter de meilleures pratiques d'hygiène afin de les aider à faire des choix bénéfiques pour leur santé. Qui plus est, améliorer l'accès à l'éducation continue a également des effets à long terme sur l'état nutritionnel des générations futures. D'autres initiatives, comme les campagnes médiatiques et les restrictions de commercialisation, jouent également un rôle d'information et d'éducation essentiel auprès des communautés.

Secteur privé : aucune action n'a le pouvoir de répondre seule à la complexité du système alimentaire ; c'est pourquoi toutes les parties prenantes doivent se coordonner grâce à des approches complémentaires et concertées afin d'offrir des aliments sains et nutritifs. L'industrie agroalimentaire, qui est principalement gérée par le secteur privé, est de toute évidence un maillon essentiel de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. D'un côté, on constate que les acteurs du privé se sont à plusieurs reprises opposés à la mise en œuvre de politiques en faveur d'une alimentation saine. Au vu de l'ampleur et du pouvoir politique de ce secteur, ce lobbying peut avoir une influence très négative et mérite que l'on s'y attarde. D'un autre côté, ce secteur présente des capacités importantes en matière d'innovation, de résolution de problèmes et de marketing qui pourraient se révéler très utiles pour développer, produire et commercialiser des aliments sains de manière durable et équitable. C'est désormais aux consommateurs d'impulser la demande en faveur de ces aliments, ainsi qu'aux gouvernements d'adopter des réglementations ambitieuses. Les pouvoirs publics doivent non seulement renforcer les dispositifs et cadres réglementaires exempts de conflits d'intérêts afin de contraindre l'industrie agroalimentaire à rendre des comptes, mais ils ont aussi un rôle à jouer pour promouvoir les pratiques alimentaires saines et nutritives grâce à une communication et à des campagnes publiques adaptées ainsi qu'en rendant les environnements alimentaires plus sains.

Les gouvernements, le secteur privé et la société civile doivent prendre conscience des corrélations entre les différents ODD en vue de tirer parti des investissements réalisés, des engagements pris et des actions menées par chaque secteur. La société civile doit bénéficier d'une légitimité, d'une marge de manœuvre et d'un soutien accru. Il faut en outre responsabiliser le secteur privé et renforcer la transparence des processus politiques menés par les gouvernements en faveur d'environnements alimentaires plus sains. Enfin, la société doit défendre l'intérêt général et réinvestir dans l'action collective.

Nous devons prendre des engagements SMART pour responsabiliser les différents acteurs

Le Sommet de la nutrition pour la croissance qui se tiendra à Tokyo sera l'occasion de rationaliser les mesures visant à accroître la responsabilité dans le domaine de la nutrition et de mutualiser les ressources des programmes existants afin d'obtenir des résultats communs. Pour ce faire, l'implication des autorités publiques, des organisations de la société civile et du secteur privé est primordiale. Cet événement devra mettre en lumière les tendances et les obstacles au financement en faveur de la nutrition et veiller à ce que les engagements pris soient judicieusement ciblés et demeurent pertinents pour les zones et les populations qui en ont le plus besoin. La stratégie de responsabilisation mise au point en amont du Sommet de Tokyo devra garantir que les parties prenantes de la nutrition prennent des engagements ambitieux et SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement définis)⁸ et qu'elles rendent des comptes au regard de ces engagements.

Nous devons agir maintenant

L'année 2020 marque l'entrée dans la deuxième moitié de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, qui vise à prévenir toutes les formes de malnutrition éradiquer la faim dans le monde. Il ne reste donc plus que 5 ans pour atteindre les cibles mondiales de nutrition et plus que dix ans pour mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'accélération des progrès dans la réalisation des cibles mondiales de nutrition à l'horizon 2025 repose sur les conditions suivantes :

- Des données plus détaillées et un travail collaboratif pour repérer et cibler les iniquités dans des situations où la prévalence de la malnutrition est élevée.
- Le renforcement de la gouvernance en matière de nutrition à l'échelle mondiale et une mobilisation accrue des différents acteurs.
- L'intégration complète de la dimension nutritionnelle dans la couverture sanitaire universelle.
- La réforme des systèmes alimentaires.

Ce sont autant d'éléments qui nécessitent d'accroître les financements.

Les dirigeants mondiaux doivent prendre des engagements ambitieux en faveur de la nutrition pour permettre à chacun de survivre et de prospérer. Dans cette optique et pour ne laisser personne de côté, il convient de prendre des mesures dans quatre domaines clés : la collecte, l'analyse et la communication de données sur la nutrition sensibles à l'équité ; l'utilisation d'un ensemble plus large de données factuelles sur l'équité ; des environnements, des services et des interventions propices à l'équité afin de remédier aux déterminants sociaux de la malnutrition ; ainsi qu'une gouvernance et des financements qui intègrent l'équité. La malnutrition est l'affaire de tous : chaque pays y est confronté d'une manière ou d'une autre. C'est l'un des principaux défis mondiaux auxquels nous devons faire face ; mais, ensemble, en unissant nos efforts, nous pouvons le relever.

NOTES

Chapitre 6

- 1 Willett W., Rockström J., Loken B. *et al.*, « Food in the Anthropocene: the EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. » *The Lancet*, 2019, 393 (10170), p. 447 à 92, doi.org/10.1016/S0140-6736(18)31788-4.
- 2 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques. » Rome : FAO, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/3/ca5162fr/ca5162fr.pdf>.
- 3 UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 2019 : enfants, nourriture et nutrition*. New York : UNICEF, 2019.
- 4 Le deuxième Rapport de prospective du Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition sera publié à l'été 2020. Il proposera des solutions stratégiques afin d'améliorer la qualité des régimes alimentaires en suivant une approche des systèmes alimentaires qui favorise la disponibilité, l'accessibilité physique et financière, l'attrait et la durabilité d'une alimentation saine pour tous. Disponible à l'adresse suivante : www.glopan.org/foresight2 (consulté le 4 mars 2020).
- 5 Disponible en anglais à l'adresse suivante : www.thelancet.com/series/double-burden-malnutrition.
- 6 Nations Unies, *Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle. Couverture sanitaire universelle : œuvrer ensemble pour un monde en meilleure santé*, 2019. Disponible à l'adresse suivante : <https://undocs.org/fr/A/RES/74/2>.
- 7 « Sommet de la nutrition pour la croissance Tokyo 2020. Vision et feuille de route – Août 2019. » Disponible à l'adresse : https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2020/02/Tokyo-N4G-VisionRoadmap_FRA.pdf (consulté le 5 mai 2020).
- 8 Plusieurs guides ont été publiés sur la formulation d'engagements dans le cadre du Sommet Nutrition pour la croissance. L'un d'eux est disponible en anglais à l'adresse : <https://nutritionforgrowth.org/make-a-commitment> (consulté le 4 mars 2020). Un autre guide publié en 2019 est disponible à l'adresse : https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2020/01/N4G_CommitmentGuide_FRA.pdf. Le guide de l'Organisation mondiale de la Santé sur la prise d'engagements SMART est disponible en anglais à l'adresse : www.who.int/nutrition/decade-of-action/smart_commitments (consulté le 5 mars 2020).